

Unis dans l'Action

Le Magazine trimestriel d'informations des Nations Unies au Mali

N°004 Janvier - Février - Mars 2021

Audience de Madame Mbaranga Gasarabwe avec le Président de la Transition Son Excellence M. Bah NDaw

La transition et la situation humanitaire au menu des échanges



Suivez-nous sur Facebook: [L'ONU AU MALI](#)

Notre site web:

[http:// mali.un.org](http://mali.un.org)

PRÉVENIR LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES

ENSEMBLE ET PARTOUT

Initiative
Spotlight

#WithHer

Légende de la UNE*

Le Président de la Transition a accordé une audience à la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali

Equipe d'édition du Magazine

Directeur de Publication

Mbarang Gasarabwe

Directeur de Rédaction

Francis Négué

Rédacteur en chef et Concepteur

Mamadou Bakary TRAORE

Contributions: Groupe de Communication des Nations Unies au Mali

Adresse: Maison Commune des Nations Unies

Badalabougou EST, Immeuble Mangané, Rue: 39, Porte: 2704 , Bamako, Mali

Email: traore69@un.org

Site web: mali.un.org



Mbaranga Gasarabwe, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali

Edito: ONU MALI: AU-DELA DE COVID-19, SOUTENIR LA TRANSITION

Depuis plus d'un an, le Mali à l'instar du monde entier est confronté à une crise sanitaire inédite. La pandémie de COVID-19 a impacté les habitudes et les attitudes de chacun d'entre nous. Tout en luttant vigoureusement contre ce virus qui fait des ravages parmi nous, nous apprenons tant bien que mal à réduire nos contacts sociaux, du moins, physiquement.

Nous apprenons aussi de nouvelles méthodes de travailler et de collaborer ensemble, « le travail virtuel ou télétravail ». Nous devons donc nous aider tout en respectant une distance physique ou sociale pour éviter de se contaminer.

Ce qui rend difficile l'intervention humanitaire pour les personnes dans le besoin et grignote considérablement de notre temps pour l'atteinte des objectifs 2030 pour l'ONU et 2060 pour l'Union Africaine.

L'arrivée de près de 400 000 doses du vaccin d'Astra zeneca à travers l'initiative COVAX nous soulageait, quand il nous faut aussi prévenir l'Ebola qui a ressurgi en Guinée voisine.

À ceux-là, s'ajoutent la lutte contre les Violences Basées sur le Genre, qui ravagent nos communautés, l'emploi et l'employabilité des jeunes et des femmes, les question de migration irrégulière etc.

L'équipe intégrée des Nations Unies au Mali, engagée sur tous ces fronts, a affuté ses armes lors de sa retraite annuelle pour appuyer les autorités de la transition à la réussite de celle-ci. Cela à travers la réalisation des priorités définies par le Premier ministre devant le Conseil National de la Transition, à savoir, la paix et la sécurité, l'amélioration de la gouvernance, les réformes politiques et institutionnelles, et des élections libres, transparentes et démocratiques.

Bonne lecture!

L'alimentation scolaire du PAM au Mali booste l'éducation des enfants et l'économie locale



En fournissant des repas scolaires pour soutenir l'apprentissage des enfants à Tombouctou, le Programme alimentaire mondial soutient les producteurs et les détaillants alimentaires au Nord du Mali.

"Chaque jour, je viens chercher de la viande de bonne qualité," explique Mariam, dont deux de ses enfants bénéficient du programme d'alimentation scolaire de l'école primaire. "Je connais la plupart de ces élèves. Ils sont comme mes propres enfants, mes frères et sœurs."

Beaucoup de parents d'élèves se réjouissent du fait que les besoins alimentaires et nutritionnels de leurs enfants soient pris en charge à l'école. Cela réduit les dépenses de certains ménages vulnérables qui ne peuvent offrir plus d'un repas par jour à leurs enfants. Aussi, sont-ils rassurés que les enfants consomment des produits locaux correspondant à leurs habitudes alimentaires.

Les élèves de l'école primaire de Kabara ne sont pas les seuls à profiter des repas. Au Mali, le Programme alimentaire mondial (PAM) et ses partenaires fournissent de l'assistance alimentaire à

plus de 114 000 élèves dans 656 écoles primaires dans les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Partout où les marchés sont fonctionnels, le PAM donne de l'argent aux comités de gestion scolaire pour se procurer du riz, des légumes, de la viande, ou du poisson auprès des commerçants locaux.

Cette approche contribue non seulement à améliorer les résultats scolaires et la santé des enfants, mais aussi à stimuler la production agricole et l'économie locale.

À l'heure où le Mali est confronté à une crise multidimensionnelle liée à l'insécurité, aux effets du changement climatique et de la COVID-19, investir dans son capital humain est primordial pour que les générations futures puissent développer pleinement leur potentiel.

“Mon chiffre d'affaire a fortement augmenté grâce aux cantines scolaires,” déclare Mahamadou. Il est le principal pourvoyeur de viande des écoles primaires de Kabara avec la vente quotidienne de 10 kg de mouton.

Parmi les élèves qui en profitent, Mariam Daoua, 11 ans, qui rêve de changer la vie de sa communauté.

“Quand je serai grande, je serai docteur. Je suis triste quand je vois des malades autour de moi” confie-t-elle en se dirigeant vers le réfectoire où sont servis les repas scolaire.

Les cantines scolaires au Mali sont mises en œuvre grâce à l'appui financier de l'Allemagne, de l'Italie, du Luxembourg, de Monaco, de Mastercard, de la Norvège et de l'Union Européenne.





FAO: LANCEMENT DE L'INITIATIVE MAIN DANS LA MAIN

Au Mali, les contraintes structurelles, la récurrence de chocs liés au changement climatique (sécheresses, inondations, invasions acridiennes, épizooties), l'insécurité et la pandémie de la Covid-19 ont impacté le secteur agricole. Afin de répondre à ces défis, le Gouvernement a défini des politiques, stratégies et programmes pour faire du secteur agricole le moteur de la croissance économique et du Mali une puissance agricole exportatrice de produits agricoles. Cependant, les efforts déployés au cours des dernières années se sont révélés insuffisants et les défis de la pauvreté et de la faim persistent encore dans le pays.

L'avènement de l'initiative «Main dans la Main» (MdM), prônée par le Directeur Général de la FAO et lancée en 2019, constitue une grande opportunité pour le Mali qui fait partie des pays prioritaires pilotes. En effet, cette initiative vise à accélérer la transformation agricole et le développement rural durable afin de contribuer à l'élimination de la pauvreté (ODD1), ainsi que de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes (ODD2).

L'initiative utilise des données géospatiales, biophysiques, socio-économiques et des analyses de pointe pour créer des typologies qui identifient des territoires sous-nationaux comme points d'entrée à la transformation agricole, ainsi que pour une gestion améliorée et une utilisation durable des ressources naturelles. La MdM fait la différence par sa nature programmatique et son ambition à mettre en valeur les actions des partenaires en s'arrimant sur l'existant et en facilitant les partenariats innovants, notamment avec le secteur privé.

En outre, elle s'appuiera sur les priorités nationales, les processus politiques, les initiatives et les mécanismes de coordination déjà existants au Mali afin de maximiser les synergies et minimiser les duplications. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, maître d'ouvrage de l'initiative au Mali, a déjà

mis en place un comité de pilotage et un comité technique afin d'accompagner l'ensemble du processus.

Le mardi 23 février, l'atelier de lancement de l'initiative a été réalisé et marque officiellement le démarrage du processus au Mali. Plus d'une centaine de participants était présent, dont des Représentants de haut niveau du Gouvernement, des Ambassades et des Nations Unies. Sous la direction du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), la FAO a réussi à réunir de nombreux autres partenaires, notamment plusieurs entrepreneurs et associations de professionnels maliens du secteur privé.

En outre, de nouveaux engagements de la part des partenaires techniques et financiers ont vu le jour, notamment avec la délégation de l'Union européenne, qui vient s'ajouter aux engagements déjà confirmés de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds international de développement agricole (FIDA). Les prochaines étapes consistent en l'organisation d'un atelier de dialogue technique qui donnera lieu à une nouvelle consultation nationale avec l'engagement de nombreux partenaires du secteur public et privé. Les différentes étapes de l'initiative MdM, permettront au Mali de renforcer ses capacités en travaillant étroitement avec tous les acteurs du secteur, ensemble, afin de réaliser son grand potentiel agricole.

AU MALI, LA FAO SOUTIENT L'AUTONOMISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES RURALES



Au Mali, plus de 70 pour cent de la production alimentaire est assurée par les femmes, qui pratiquent l'agriculture, l'élevage et la pêche. Les femmes rurales jouent un rôle crucial dans la production, la transformation et la commercialisation des aliments. Cependant, leur situation reste précaire. Leurs accès aux actifs de production, ainsi qu'au contrôle et à la gestion des ressources demeurent très limités. La FAO travaille afin de promouvoir l'autonomisation socio-économique des femmes, grâce à la promotion d'un accès accru aux actifs productifs et au renforcement de leurs capacités techniques.

Le projet de «Renforcement de la résilience face aux changements climatiques dans la région de Mopti à travers l'appui aux initiatives féminines», financé par la Principauté de Monaco, vise à apporter une assistance technique à 350 ménages (environ 2 450 personnes) de la région de Mopti, composés de femmes et de jeunes ruraux identifiés parmi les plus vulnérables. La FAO met en œuvre des activités qui permettent aux populations de renforcer leurs capacités agricoles à travers le développement de la production maraîchère, de la transformation des produits et de l'embouche de petits ruminants (ovins). Ainsi, la FAO concentre son action sur l'autonomisation des femmes rurales et apporte une expertise technique qui permettra en outre d'alléger la charge de travail des

femmes et de leur offrir des opportunités d'épargne et de crédit, notamment grâce à la mise en place des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). Le projet vise également à augmenter la production de légumes et le revenu des ménages bénéficiaires, d'améliorer et de diversifier l'alimentation de la population et de réduire la perte des produits maraîchers en créant de nouvelles opportunités d'emplois durables pour les femmes et les jeunes.

Après une année de mise en œuvre, les ménages ont déjà bénéficié de l'aménagement de deux périmètres maraîchers (dont 1 ha par périmètre avec un forage équipé de système de pompage d'eau photovoltaïque, un château de 10m³ et huit bassins de stockage). Les comités de gestion des périmètres ont été mis en place et for-

més, et les bénéficiaires ont reçu des kits de prévention contre la covid-19. De plus, 3 000 kg de semences de pomme de terre et maraîchères ont été distribuées, ainsi que des noyaux d'embouche ovine (50 béliers). Les ménages bénéficiaires ont été formés (50 bénéficiaires en embouche et 100 bénéficiaires en maraîchage). Enfin, la réhabilitation d'un périmètre maraîcher de 2 ha est en cours.

Les activités mises en œuvre devraient permettre d'augmenter le revenu des bénéficiaires, notamment des femmes rurales, ce qui permettra d'améliorer notamment la nutrition de la famille, la santé et l'éducation des enfants et contribuera ainsi à réduire les dynamiques de pauvreté intergénérationnelle.



Au Mali, le programme d'Assistance Alimentaire du PAM pour la création d'Actifs aide les jeunes désœuvrés à faire face aux effets du changement climatique et à s'intégrer dans le tissu social et économique de leur communauté.

Sur la demi-douzaine de ses planches de légumes, Kassoum Kanya, 28 ans, renforce la fertilité du sol en y répandant avec précision et sur mesure, le fertilisant naturel qu'il avait soigneusement préparé à travers un processus de décomposition des déchets domestiques.

Sourire aux lèvres et regard fixé sur ses plantes, le père de deux enfants semble trouvé la clef de son bonheur à Soufouroulaye dans cette région de Mopti (centre du Mali) en proie aux affrontements intercommunautaires et aux violences causées par des milices d'autodéfense et des groupes armés non étatiques.

La terre contient tout. Si tu travailles bien la terre, tu vas toujours t'en sortir a-t-il déclaré.

Ingénieur en Bâtiment depuis 2014, Kassoum peine à trouver un emploi professionnel lui permettant de subvenir aux besoins de sa famille. Après trois ans

de chômage, le jeune diplômé tente une aventure au Gabon en 2017 où il travaillera pendant deux ans comme maçon dans une entreprise de construction. Mais l'instabilité de l'emploi l'oblige à retourner dans son pays en 2019.

Depuis, le jeune ingénieur a intégré un groupement de production maraîchère soutenu par le Programme alimentaire mondial (PAM) en partenariat avec l'ONG Vision Mondiale Internationale (WVI).

« La culture maraîchère est très bénéfique pour les pères de familles comme moi. Elle réduit les dépenses du ménage en saison sèche. Aussi me permet-elle de nourrir ma famille et d'occuper mes journées en attendant la grande saison culturale » a déclaré Kassoum qui cultive des oignons, des concombres et des choux en pleine saison sèche.

Soutenir la réinsertion socioéconomique des jeunes désœuvrés

Comme Kassoum, plus de 600 jeunes, hommes et femmes participent aux activités de production maraîchère, de récupération de terres cultivables, et d'entretien des biens communautaires dans la commune de Soufouroulaye en région de Mopti.

Dans notre milieu, si un jeune garçon n'a pas reçu de bons conseils ou d'encadrement, si les opportunités de travail lui sont incertaines, il sera tenté de partir en aventure comme tous les garçons de son âge » a témoigné Issiaka Soungoro, président du groupement maraîcher de Soufouroulaye.

Les effets combinés de l'insécurité, du changement climatique et de la pauvreté des sols est l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire persistante au Mali. Cette situation pousse de nombreux jeunes et surtout des bras valides à quitter leurs villages à la recherche d'une vie meilleure dans les pays voisins laissant derrière eux, femmes, enfants et vieillards dans des conditions souvent précaires.

En vue de renforcer la résilience communautaire et la cohésion sociale face aux chocs climatique et sécuritaire, le PAM met à la disposition des paysans, des châteaux d'eau, des micro-barrages, des systèmes d'irrigation et du matériel aratoire pour la création d'actifs productifs.

Un paquet intégré de réponse à la vulnérabilité des communautés

Le PAM met aussi en œuvre des programmes d'alimentation scolaire et de prise en charge de la malnutrition, offrant aux communautés, un paquet intégré de réponse à leur précarité.

Un partenariat stratégique noué avec les services techniques du gouvernement permet d'assurer l'encadrement et la supervision des activités ainsi que des travaux de construction et d'exploitation des infrastructures de production.

En 2020, malgré la crise sanitaire liée à la COVID19, le PAM a soutenu 142 000 personnes à travers son programme d'Assistance Alimentaire pour la création d'Actifs. Cette intervention a permis d'accroître la capacité de production agricole et de réduire les besoins liés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au Mali, le programme d'Assistance Alimentaire pour la création d'Actifs est financièrement soutenu par les gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, de Danemark, de Monaco, la Banque mondiale, la Commission européenne (DEVCO) et le Fonds du Secrétaire Général pour la Consolidation de la Paix.



INVESTIR DANS LE CAPITAL HUMAIN POUR ACCÉLÉRER L'ATTEINTE DES ODD AU MALI



Le Programme Conjoint des Nations Unies pour le Financement des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Mali a été lancé ce vendredi 29 janvier 2021, sous le haut patronage du Premier Ministre, M. Moctar Ouane et de la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, Mme MBARANGA GASARABWE.

Ce programme a pour objectif de permettre une plus grande disponibilité et une meilleure utilisation des ressources nationales pour accélérer la réalisation des ODD dans les secteurs critiques du développement humain pour les populations les plus vulnérables du Mali. Il est financé par les Fonds pour l'atteinte des ODD (SDG Fund) de l'ONU, qui est un mécanisme de développement international multi-bailleurs et multi-agences construits en 2014 par les Nations Unies pour soutenir les activités de développement durable à travers des programmes conjoints intégrés et multidimensionnels.

Pour Mme MBARANGA GASARABWE, « le Programme Conjoint des Nations Unies pour le Financement des ODD au Mali offre une immense opportunité car il se concentre sur quelques actions spécifiques du Gouvernement pour relever les défis de financement du capital humain. Il est pleinement aligné sur le CREDD 2019-2023, et une durée de 2 ans à compter de

juillet 2020 pour un coût global de 2172100 **de dollars US** dont 963000 de dollars US provenant du Secrétariat du fonds commun des ODD et 1209 100 de dollars US des agences directement impliquées dans la mise en œuvre, notamment l'UNICEF et le PNUD ».

Dans son allocution de lancement, le Premier Ministre, M. Moctar Ouane a déclaré toute sa gratitude à l'État de l'équipe intégrée des Nations Unies au Mali et s'est réjoui au nom du gouvernement du Mali du lancement de cette initiative conjointe avec l'ONU qui souhaite au Mali d'accroître ses potentialités dans l'atteinte des ODD. « Vous me permettez de saisir l'opportunité de cette cérémonie pour saluer l'engagement et les efforts multiples consentis par le Système des Nations Unies aux côtés du Mali pour la paix, la stabilité et le bien-être de ses peuples... Ce programme conjoint est avantageux à plus d'un titre. D'une part, il souhaite d'accélérer l'atteinte des ODD, d'autre part, il

s'inscrit dans la droite ligne des priorités du Mali pour renforcer le potentiel de son capital humain pour le développement durable à tous les niveaux », a expliqué le chef du gouvernement malien.

Ce programme de 2 ans sera piloté conjointement par le gouvernement du Mali à travers la Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CT / CSLP) avec les Agences spécialisées des Nations Unies dont le PNUD et l'UNICEF avec l'appui du Bureau de la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali.

Pour la cérémonie virtuelle de lancement de cet important programme, en plus du premier ministre, plusieurs autres membres du gouvernement y ont pris part. Il s'agit entre autres des Ministres des Affaires étrangères et de la coopération internationale, de la santé, de l'Économie et des Finances, et de l'Éducation Nationale.

RÉUNION DE HAUT NIVEAU POUR LA MOBILISATION DES COMPÉTENCES DE LA DIASPORA MALIENNE POUR L'EMPLOI AU MALI



Le Gouvernement du Mali en partenariat avec le Système des Nations Unies représenté par la Coordonnatrice Résidente Mme Mbaranga Gasarabwe, a organisé à Bamako les 15 et 16 février 2021 la Conférence de Haut niveau pour la « Mobilisation des Compétences de la Diaspora pour l'Emploi au Mali ».

L'objectif général de la Conférence était de mobiliser les ressources financières et techniques nécessaires à la mise en œuvre du programme « Mobilisation des Compétences de la Diaspora pour l'Emploi au Mali ».

La cérémonie d'ouverture de la Conférence s'est déroulée à Azalai Hôtel sous la présidence de Son Excellence Monsieur Moctar Ouane, premier Ministre, Chef du Gouvernement, en présence de Ministres, de la Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies Mme Mbaranga Gasarabwe, des Partenaires Techniques et Financiers, des diplomates et représentants des Institutions Financières et de Coopération (AFD, Banque mondiale, Conseil des Investisseurs Européens au Mali...

Les différentes allocutions ont toutes mentionnées l'importance du programme « Mobilisation des Compétences de la Diaspora pour l'Emploi au Mali »

Pour le premier Ministre Moctar Ouane, « la mobilisation des compétences de la diaspora est une problématique à laquelle le Gouvernement de la République du Mali accorde un ordre de priorité élevé comme l'atteste, au demeurant, le Plan d'action du

gouvernement de la Transition qui sera présenté devant le Conseil national de la Transition, le 19 février 2021 ». Le Premier ministre a ensuite salué l'apport des « *maliens établis à l'extérieur, qui ont injecté, en 2017, par les canaux officiels, plus de 538 milliards de francs CFA dans l'économie nationale, représentent trois (03) fois le volume de l'aide publique au développement ».*

Pour Mme Mbaranga Gasarabwe, « ce programme sensible au genre contribuera dans ses objectifs à l'amélioration de la qualité de la formation des jeunes et de leur compétitivité, l'accès à de meilleures opportunités d'emplois et d'entrepreneuriat, notamment des jeunes, la promotion des écoles et centres de formation professionnelle. L'accent sera ainsi mis sur le développement du capital humain pour l'emploi dans les secteurs socioéconomiques jugés prioritaires dont l'agriculture, l'information et la technologie, les systèmes financiers, la santé, la culture, l'éducation et les énergies renouvelables, les mines, l'environnement qui sont des domaines où le système des Nations Unies a des avantages comparatifs certains. »

Les travaux de la Conférence ont pris fin le 16 février par des recommandations déclinées en axes ci-dessous libellés : Axe 1 : Favoriser la mobilité et le transfert des compétences de la Diaspora; Axe 2 : Améliorer le climat des affaires et favoriser l'entrepreneuriat; Axe 3 : Faciliter et accompagner l'intégration économique des bénéficiaires
Axe transversal : avoir une perception panafricaine.

LE PNUD APPUIE LES COOPÉRATIVES DE FEMMES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE À MOPTI

P12



La pêche est une activité essentielle dans la ville de Mopti située dans le delta central du fleuve Niger. Le poisson est acheminé dans les autres villes du Mali et même vers les pays frontaliers.

Dans le cadre du projet «femmes actrices économiques, engagées pour la paix et la cohésion sociale» financé par le Danemark, le Programme des Nations Unies pour le développement en partenariat avec l'Office de développement de la pêche et de l'aquaculture dans le delta intérieur du Niger ODPADIN a intégré les femmes mareyeuses et pêcheuses par l'acquisition de matériels (kiosques, filets, fours métalliques...) et la formation en techniques innovantes de transformation, conservation du poisson et activités génératrices de revenus.

" Le travail du poisson est pour nous une activité qui se transmet de mère en fille, c'est ce que nous savons faire. Les défis sont nombreux, la production a baissé et il faut s'adapter aux nouvelles demandes du marché. Cette formation nous a été utile car nous avons appris de nouvelles méthodes de transformation du poisson (séchage, bouillon...) dans les meilleures conditions d'hygiène et de conservation. Les kiosques nous permettent d'être facilement reconnaissables et faire la commercialisation " a déclaré la représentante des 5 coopératives bénéficiaires, Nana Doucoure.

" Ces appuis contribuent à la performance écono-

mique de la filière tout en accroissant directement les revenus des femmes mareyeuses et professionnelles de la pêche dans un contexte socioéconomique difficile de par la situation sécuritaire, la Covid-19 entre autres " a précisé le chef du bureau du PNUD à Mopti, Henri Mashagiro.

Le projet est une contribution aux composantes socio-économiques et gouvernance du plan de sécurisation intégrée des régions du centre (PSIRC). Il ciblera en premier lieu des femmes et jeunes femmes affectées par le conflit, les femmes chefs de ménage, femmes seules en charge de dépendants, veuves, déplacées, survivantes de VBG, femmes associées au conflit, femmes ex combattantes. D'autres bénéficiaires directs et indirects du projet sont les membres des mécanismes institutionnels locaux et régionaux de réconciliation et de sécurisation, les chefs traditionnels et leaders communautaires, les autorités administratives et les élus locaux des localités ciblées.

Objectif global du projet est de construire une société de paix et renforcer la gouvernance par l'implication des femmes.

Au Mali, dans la zone sahélienne, répartie entre les trois entités administratives de Tombouctou, Mopti et Gao, se trouve la région de Gourma. Elle est une des quatre régions avec la valeur la plus haute en terme de biodiversité dans le pays, d'après la Stratégie Nationale de Biodiversité.

Contribution de: Oumar Tamboura, Chef Unité Environnement, Changement Climatique et Développement Durable / PNUD Mali



Dans cette région vivent 12% de tous les éléphants de l'Afrique de l'Ouest.

Les éléphants du Gourma sont des centaines à vivre en ordre dispersé dans le centre du pays.

Ils vivent essentiellement de feuilles d'arbre et n'existent pas d'autres nourritures voulues à leur consommation dans ces zones. Pour mieux assurer leur nourriture quotidienne, ces éléphants parcourent des dizaines de kilomètres par jour. Le lac de Diona est la jument principale qui leur sert de réserve en eau. Des milliers d'animaux sauvages vivent à des kilomètres à la ronde et viennent également chaque nuit pour s'y abreuver.

Les sécheresses récurrentes à partir du mois de décembre ne sont pas la seule menace qui pèse sur les éléphants de Gourma.

La présence de cette population au Gourma est menacée à la fois par les activités de braconnage et des conflits humains-éléphants.

Selon les deux derniers inventaires aériens, leur nombre a baissé de 26%; le dernier ayant été fait à travers un comptage aérien et terrestre en 2015 avec un effectif dénombré de 350 éléphants (source:

cantonement des Eaux et Forêts de Douentza). Le conflit au nord du pays rend la surveillance et la protection des pachydermes difficiles, alors que sévit le trafic illicite lucratif.

Les conflits humains-éléphants sont engendrés par l'assèchement drastique et continu des points d'eau. Ceci emmène les éléphants à adopter un mode de vie migratoire en quête des sources d'eau (cf. Figure 1 ci-dessous). De cela fondent des conflits entre humains et éléphants pour l'exploitation des mêmes ressources (espace, culture, fourrage et eau).

Les éléphants du Gourma sont pris entre plusieurs feux dans un environnement marqué par une insécurité grandissante avec la présence de narco trafiquants, de groupes Djihadistes, de milices à caractères ethniques. Cette insécurité ne facilite pas le travail de sauvegarde des éléphants dans le Gourma malgré l'érection de la zone des éléphants en réserve de biosphère par le gouvernement du Mali. La brigade de lutte anti-braconnage, composée des forces de défense, de la sécurité et des agents des eaux et forêts, constitue aussi une cible pour les groupes terroristes.

Plus récemment, la découverte de l'or dans la biosphère du Gourma

a entraîné un afflux des populations au cœur de la réserve de biosphère venant du Mali et de plusieurs pays.

En plus de la destruction des concentrés et de la biodiversité, l'utilisation des produits toxiques comme le cyanure occasionné par l'orpaillage constitue un problème environnemental et de santé.

Vers une approche de sauvegarde

Au regard des défis sur la population des éléphants du Gourma, le PNUD et le FEM ont appuyé le Gouvernement du Mali à travers le financement du projet «Gestion communautaire des ressources naturelles dans le but d'améliorer mais les moyens de subsistance des communautés locales et restaurer les écosystèmes dans l'ensemble de l'aire de répartition des éléphants ». Ce projet «Conservation de l'éléphant malien» affronte les problèmes liés au commerce illégal d'espèces sauvages, la gestion des ressources naturelles et les conflits entre les hommes et les éléphants.

Des actions synergiques et complémentaires sont prévues avec l'implication de l'ensemble des acteurs locaux et une responsabilisation des collectivités territoriales pour sauver les éléphants du Sahel.

UNCDF: AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES DANS LA RÉGION DE MOPTI CONTRIBUANT À L'ACCÈS DES FEMMES AUX FINANCEMENTS



Dans la vision de faire renaître l'espoir et la stabilité socioéconomique, d'instaurer des relations de partenariat économique entre les différents acteurs dans une perspective d'inclusion et d'égalité entre les hommes et les femmes, le programme IELD (Développement Local Inclusif et Equitable) Mali a été initié par UNCDF, l'ONU Femmes et le PNUD en 2019 pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes de Mopti en facilitant leur accès aux financements afin de les accompagner à développer des activités économiques rentables avec une stratégie qui s'inscrit dans la durabilité en impactant significativement le développement socio-économique de la région.

Le programme visait aussi à susciter une meilleure implication du secteur privé dans la promotion du développement durable en installant un climat de confiance entre les établissements financiers et les porteurs de projets. L'autonomisation économique des femmes est une priorité clé du Système des Nations unies au Mali. Ainsi, l'UNCDF a travaillé en partenariat avec le PNUD ainsi que d'autres agences du SNU et PTF ayant manifesté le désir de mutualiser les efforts pour montrer que malgré l'instabilité sécuritaire, l'atteinte des ODD est possible afin de ne laisser personne pour compte.

Le programme IELD a bénéficié de façon générale de l'appui accompagnement d'ONU Femmes en faveur des bénéficiaires (PME, groupements, ONG, EPA), pour un paquet de modules de renforcement

de capacités techniques et opérationnelles et des études thématiques.

« L'accès au financement est très difficile pour les femmes dans les pays en développement. C'est pour aplanir cela que le programme IELD a été initié par l'UNCDF, l'ONU Femmes et le PNUD pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes de Mopti en facilitant leur accès aux financements à travers un mécanisme de subventions et de prêts sur une ligne de crédit de 300 000 dollars. Ce programme a permis d'autonomiser de centaines de femmes à travers les associations et coopératives regroupant les femmes de divers secteurs d'activités », a expliqué Mme Cissé Safiatou Diarra, coordonnatrice technique nationale de l'UNCDF au Mali.

ELLES ONT DIT...



« Avant l'avènement du projet, nous avons toutes les peines du monde à rembourser les fournisseurs de poissons frais à temps. Mais aujourd'hui, nous les avançons même de l'argent pour avoir la primauté sur les prises. Dans le temps, nous nous débrouillions pour fumer nos poissons avec des moyens très rudimentaires. Mais avec l'appui du projet, nous avons un four moderne pour bien fumer nos poissons », Mariam Koné, Vice-présidente de la Coopérative Sindiya de Mopti.

« Ce projet a vraiment contribué à l'autonomisation de notre PME « Femmes Rurales », une entreprise spécialisée dans la commercialisation des poissons fumés et séchés. Avec l'aide du projet, nous avons pu améliorer la qualité de notre matière première en renforçant les capacités de nos partenaires en charge de recevoir les poissons frais. Aussi, au niveau de l'unité de séchage et de fumage, nos sociétaires ont bénéficié de formation sur l'hygiène et la chaîne de conservation qui sont clés pour le marché du poisson fumé de qualité », Mme Sérébara Fatim Diallo, Directrice « Femmes Rurales ».



« Ce projet a permis à notre unité de fabrication de jus naturels locaux de moderniser son plateau technique et de s'équiper de véhicules de livraisons pour rendre nos opérations logistiques plus rapides. Ce qui a augmenté la productivité et favorisé le recrutement d'autre personnel », Aïssata Diakité, PDG de Zabban Holding.

« Cette subvention du programme IELD a été très bénéfique pour nous. Auparavant, je ne pouvais même pas fumer dix kilos de poissons pas jour. Mais grâce à la subvention accordée dans le cadre du projet, je peux fumer plus de trente kilos par jour. Aussi, nous avons pu mettre en place une coopérative qui nous permet d'apporter des appuis à nos consœurs en éprouvées », Mme Konta Maïmouna Ballo, Présidente de la Coopérative Sindiya de Mopti.



AUDIENCE DE MADAME MBARANGA GASARABWE AVEC LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION SON EXCELLENCE M. BAH NDAW



Note d'Information

Bamako, le 12 mars 2021

Matinée d'échanges de la Représentante Spéciale Adjointe pour la MINUSMA, Coordinatrice Humanitaire, et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, Mme Mbaranga Gasarabwe avec le Président de la Transition Son excellence Bah Ndaw autour des questions importantes pour le Mali et ses partenaires dont l'équipe intégrée des Nations Unies au Mali : l'émancipation de la femme, consolidation de la paix, aide humanitaire, développement durable, droits humains, vivre-ensemble, lutte contre les VBGs. Les deux personnalités ont aussi abordé les priorités de la transition : réformes politique, institutionnelle et électorale ; sécurité, paix, cohésion nationale...

Au sortir de cette audience, Mme Mbaranga Gasarabwe a affirmé sa grande satisfaction. "Je suis très heureuse d'avoir abordé avec le Président Bah Ndaw des questions importantes pour le Mali et ses partenaires. En ce mois de la femme, nous avons fait un focus spécial sur les conditions des femmes du Mali notamment la lutte contre les VBGs et l'autonomisation économique des femmes. Le Président est très satisfait de cette audience et a promis que le plaidoyer fait sera pris en compte dans l'action gouvernementale et institutionnelle", a déclaré Mme Mbaranga Gasarabwe.

Le Coordonnateur Résident des activités opérationnelles du Système des Nations Unies au Mali

RETRAITE ANNUELLE 2020 DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES AU MALI: IMPACTS DU COVID-19 : QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ÉQUIPE PAYS AU MALI ?



Les 17 et 18 février 2021 à Bamako, avec les autorités maliennes et les Partenaires Financiers et Techniques (Banque Mondiale, le GEC etc.), l'Equipe pays de l'ONU au Mali a défini ses interventions prioritaires pour accompagner le Mali pendant la transition et pour faire face aux autres défis COVID, humanitaires et développement.

Au terme de ces deux jours de travail, les Nations Unies au Mali ont convenu des approches et mécanismes pour aider les autorités maliennes pour la bonne marche de la transition, le renforcement du cadre institutionnel de suivi des ODD pour une contribution davantage inclusive de tous les acteurs ; le renforcement de la production des données statistiques à date par les services habilités pour le suivi des ODD ; l'accélération de la réalisation de l'étude nationale d'impact socioéconomique de la COVID-19 ; avoir une plus grande appropriation nationale et implication des départements ministériels et services techniques dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation du Cadre de coopération (UNSDCF 2020-2024), ainsi que le soutien à la mobilisation ; l'encouragement à la

participation des jeunes et des femmes au processus politique ; renforcement des dispositifs de traçabilité de l'aide au développement ; l'accélération du DDR pour renforcer les FAMA, sensibiliser les populations à ne pas servir les forces ennemies, éviter que les terroristes sympathisent et s'installent au sein de la population, rétablir la présence et l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ; et l'accompagnement des autorités de la transition pour l'organisation d'élections démocratiques et inclusives.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, son Excellence Zeïni Moulaye, a salué cette volonté manifeste, cohérente et accrue de l'ONU a accompagné le Mali dans toutes ses initiatives de paix et de développement.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES ENFANTS SOLDATS, L'UNICEF APPELLE À METTRE FIN AUX GRAVES VIOLATIONS DES DROITS DE L'ENFANT



Bamako, 12 février 2021 :

Depuis le début de la crise en 2012, la détérioration de la sécurité a été à l'origine de graves violations des droits de l'enfant commises par les parties aux conflits. Elles incluent le recrutement et de l'utilisation des enfants par les forces et groupes armés.

Dans ce contexte, le Groupe de Travail-Pays sur le Mécanisme de Surveillance et Rapportage (MRM) co-dirigé par l'UNICEF et la MINUSMA, a enregistré depuis 2012¹, près de 900 enfants recrutés et utilisés par les groupes et forces armés au Mali. Un appel est lancé aux groupes et forces armés afin de sortir les enfants de leurs rangs et les remettre aux acteurs de protection de l'enfance.

Avec 745 incidents vérifiés en 2019, la situation sécuritaire reste complexe dans le nord et le centre du Mali. Ces zones sont fortement touchées par les attaques des groupes armés et les affrontements inter et intracommunautaires. Une hausse inquiétante des cas de recrutement et d'utilisation d'enfants est constatée, avec 215 incidents en 2019, une augmentation de 47% par rapport à 2018. Les régions les plus touchées étant Gao et Kidal.

Selon Sylvie Fouet, Représentante de l'UNICEF au Mali, « la situation s'aggrave avec le fait que les services de base, telles que l'éducation et la santé, ne sont pas offerts dans certaines zones du pays. Ainsi la protection

des enfants en milieu scolaire a été n'existe plus. » Cette situation a exposé davantage les filles et les garçons à plusieurs vulnérabilités, dont le recrutement et l'utilisation par des forces et groupes armés.

Par ailleurs, « par manque d'opportunités et de perspectives, et quelquefois sous la pression familiale de vouloir protéger les biens, protéger les intérêts d'une communauté, préserver leur intégrité physique et celle de leur famille, certains rejoignent les rangs des groupes armés » constate le Groupe de travail.

En 2020, l'UNICEF a permis à plus de 510 enfants, dont 58 filles, associés aux groupes armés, de bénéficier du paquet d'accompagnement de sortie et de réintégration. La priorité reste le retour en famille et le rattrapage scolaire ou la formation professionnelle.

Les soins holistiques offerts aux enfants comprennent un abri, un soutien psychosocial et médical, la recherche et la réunification de la famille, voire l'accès à des opportunités de réintégration socio-économique dans les régions de Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka, Ségou et le district de Bamako.

Parmi les enfants sortis, 50 (dont 14 filles) ont été réintégrées à l'école, 144 (dont 15 filles) ont eu accès à des possibilités de formation professionnelle et 316 (dont 29 filles) ont été soutenus pour démarrer des activités génératrices de revenus, notamment l'élevage et les petites entreprises.



Communiqué de presse conjoint du Gouvernement du Mali et des Nations Unies

(Bamako, le 2 mars 2021) - Le Mali connaît une importante crise humanitaire en raison des déplacements récurrents de populations, causés par des conflits et l'insécurité. Le nombre de personnes déplacées internes est en hausse continue, passant de 217 000 en janvier 2020 et à près de 333 000 au 31 janvier 2021. Les conséquences du changement climatique (inondation et sécheresse) plus la pandémie de la COVID-19 apparue en mars 2020, ont aggravé la vulnérabilité des populations et la sévérité de leurs besoins.

En 2021, le pays compte 11,7 millions de personnes affectées dont 5,9 millions sont dans le besoin d'assistance humanitaire. Parmi ces personnes affectées, 54% sont des enfants. Les organisations humanitaires ciblent 4,7 millions et appellent à la mobilisation de 563 millions de dollars américains pour mettre en œuvre des projets en leur faveur dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire. « Les efforts conjoints de l'Etat et de ses partenaires humanitaires ont permis d'assister plus de 2,2 millions de personnes en 2020. Toutefois, nous devons continuer ensemble sur cette même lancée voire redoubler d'effort en 2021 car l'insécurité persistante, les violences multiformes et le coronavirus, ont détérioré davantage la situation humanitaire », a déclaré Dr Fanta Siby, Ministre de la Santé et du Développement Social.

OCHA MALI : 563 MILLIONS DE DOLLARS SOLLICITÉS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS HUMANITAIRES EN 2021

Cette année, les besoins prioritaires sont relatifs à l'éducation, à la nutrition, à la protection des civils mais aussi à la santé et à la sécurité alimentaire. Environ 403 000 enfants étaient affectés par la fermeture des écoles en décembre 2020 principalement en raison de l'insécurité.

Environ 1,2 million de personnes ont besoin d'un soutien aux moyens de subsistance en raison de la perte ou de la réduction importante des revenus et des moyens de subsistance des ménages à cause du conflit et des conséquences socio-économiques du coronavirus. Quelque 950 000 personnes sont en besoin d'assistance alimentaire d'urgence selon les derniers du Cadre Harmonisé de novembre 2020 et plus de 1,1 million de personnes ont besoin d'une aide nutritionnelle. « Il faut agir rapidement pour donner une réponse adéquate et efficiente aux besoins de ces communautés affectées », a déclaré Mbaranga Gasarabwe, Coordonnatrice Humanitaire pour le Mali.

L'année dernière, les organisations humanitaires recherchaient 390 millions de dollars à travers leur appel initial. Après la révision en juillet 2020 et face à la hausse des besoins, ce montant a atteint 474 millions de dollars. Au 31 décembre 2020, un total de 224 millions de dollars a été mobilisé soit 47% des fonds recherchés. « Il est important d'augmenter le niveau de financement et surtout d'avoir à temps les contributions financières pour assister les populations dans le besoin et renforcer leur capacité de résistance aux chocs », a conclu Mme Mbaranga Gasarabwe.

« L'OMS ACCOMPAGNE LE MALI POUR LA VALIDATION DE SON PLAN DE CONTINGENCE DE LUTTE CONTRE LA MVE »



Face à la menace d'une nouvelle épidémie de la maladie à virus Ebola au Mali, le bureau de la Représentation de l'OMS au Mali en collaboration avec le Ministère de la Santé et du Développement Social et les partenaires techniques et financiers, a organisé du 9 au 13 mars 2021 à Ségou, l'atelier de consolidation du plan de prévention et réponse à la maladie à virus Ebola. L'atelier a regroupé les représentants du cabinet et les services techniques du Ministère de la Santé et du Développement Social, les représentants de l'OMS et les partenaires techniques et financiers (UNICEF, PAM, OIM, L'ONG MUSO, ALIMA/AMCP, IMC, USAID/Breakthrough ACTION, MTaPS).

Rappelons que l'atelier répond à un souci de prévenir l'épidémie d'Ebola qui refait surface en Afrique de l'Ouest précisément en République Guinée. Au regard du caractère très contagieux du virus, la proximité géographique du foyer épidémique et l'intensité des échanges socioéconomiques entre les pays voisins, la propagation de la maladie est redoutée au Mali.

Dans un premier temps, le Gouvernement du Mali, accompagné de ses partenaires techniques et financiers, a organisé le 15 février 2021, une réunion d'urgence pour évaluer la situation, informer l'opinion nationale et envisager les mesures à prendre dans le cadre la prévention et la riposte à une éventuelle épidémie. C'est à l'issue de cette importante rencontre qu'il a été recommandé de développer un plan de contingence nationale et des SOPs pour la lutte contre l'épidémie de MVE.

Les travaux de l'atelier se sont déroulés suivant des présentations, brainstorming, les travaux de groupe par domaine d'intervention (Coordination, Surveil-

lance et Points d'Entrée, Laboratoire, Prévention et Contrôle des Infections, Prise en charge, Communication des risques et engagement communautaire, Logistique, Vaccination)

Après 5 jours d'intenses travaux et d'échanges fructueux, l'atelier a permis d'atteindre les résultats suivants : un narratif selon les axes stratégiques est développé, et un plan d'action budgétisé pour une période de 6 mois élaboré.

Prochaines étapes : extraction d'un plan opérationnel axé sur les trois régions et les sept districts sanitaires frontaliers à la Guinée ; finalisation des SOPs, des directives techniques et des supports de collecte d'information ; révision des supports de communication par le CНИЕCS sur financement Breakthrough ACTION ; partage de la version finale du plan aux partenaires pour leur positionnement par pilier ; harmonisation des numéros d'appel entre COVID-19 et MVE ; activation de la coordination de la Maladie à Virus Ebola ; et l'organisation d'un exercice de simulation sur financement OMS.

LE MALI RÉCEPTIONNE 396 000 DOSES DE VACCIN ASTRAZENECA CONTRE LA COVID-19 GRÂCE AU MÉCANISME COVAX



396 000 doses de vaccin contre la COVID-19, sont arrivées ce vendredi 05 mars 2021 à l'aéroport International de Bamako Séno, par l'intermédiaire de COVAX, traduisant un partenariat entre la Coalition pour les Innovations en matière de Préparation aux Epidémies (CEPI), Gavi, l'UNICEF et l'OMS.

A l'accueil étaient présents, le Président de la Transition, Mr Bah N'Daw, le Ministre de la Santé et du développement Social, Mme Fanta Siby, le Représentant spécial et Chef de la Mission intégrée multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Annadif Mahamat Saleh, le Représentant de l'OMS au Mali, Dr Jean Pierre Baptiste et celui de l'UNICEF, Mme Sylvie Fouet.

C'est une étape historique vers l'objectif d'assurer une distribution équitable des vaccins contre la COVID-19 dans le monde entier, dans le cadre de ce qui sera la plus grande opération d'achat et de fourniture de vaccins de l'histoire. Cette livraison fait partie d'une première vague d'arrivées qui se poursuivra dans les jours et les semaines à venir. Comme la plupart des pays du Sahel, le Mali s'est prononcé pour l'utilisation du vaccin AstraZeneca à cause de sa facilité de conservation (entre

2° et 8° C) avec comme objectif de vacciner 100% des cibles à Bamako (agents de santé, les personnes âgées de 60 ans et les personnes avec comorbidité)

Cette cible prioritaire de la campagne de vaccination est estimée à 4 222 400 personnes : i) les agents de santé soient 844 480 personnes, ii) les personnes âgées de 60 ans et plus soit 1 266 720 personnes, iii) les personnes avec comorbidité soient 2 111 200 personnes. En vue d'un accès équitable à la vaccination, les 3 stratégies suivantes seront utilisées : la stratégie fixe (CSCOM, CSREF, Hôpitaux), la stratégie avancée (quartiers, villages, hameaux) la stratégie avancée villages, hameaux), avec le District de Bamako comme 1ère étape sous forme pilote à 2 passages à 1 mois d'intervalle. La 2ème étape concernera le reste du pays.

«Ce jour est une date historique pour atteindre notre objectif qui est d'assurer une distribution

équitable des vaccins contre la COVID-19 à l'échelle mondiale, dira le Représentant de l'OMS, Dr Jean Pierre Baptiste. Le Mali figure désormais dans le peloton de tête des pays ayant le reçu la vaccin anti Covid 19 grâce aux efforts des autorités nationales soutenus par les partenaires techniques et financiers. Nous allons œuvrer ensemble pour que les cibles identifiées soient vaccinées le plutôt possible pour arrêter la chaîne de propagation de la maladie. Je félicite le Gouvernement Malien pour l'arrivée de ces premières doses de vaccins AstraZeneca et souhaiter plein succès au processus de vaccination ».

Pour sa part, le Président de la Transition s'est dit fier et heureux de recevoir ce premier lot de vaccin qui contribuera sans nul doute à arrêter la propagation de la maladie. Il a remercié l'Initiative Covax, un partenariat gagnant entre CEPI, Gavi, l'UNICEF et l'OMS.

ONU FEMMES: CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA JUSTICE TRANSITIONNELLE AU MALI



Tenue de deux rencontres d'envergure pour la recherche de la paix et la prise en compte du genre dans le processus de transition au Mali: « La réparation, une voie vers la réconciliation et la stabilisation pour une paix durable », et « La consultation des organisations de la société civile féminine sur la Charte de la transition et les réformes électorales au Mali ».

Le Mali avec à ses côtés les Nations Unies, l'Allemagne et accompagné par des participants du Togo, du Burkina Faso, des USA, de la Suisse, de l'Angleterre et d'autres pays a lancé ce mardi 16 mars 2021 la conférence internationale sur les mesures de réparation, principales mesures basées spécifiquement sur les victimes et leurs droits ; c'était à l'école de maintien de la Paix Alioune Blondin Beye.

La Représentante Résidente Mme Béatrice EYONG a salué le fait que le processus ait été inclusif et que les femmes aient participé et "Les efforts de bonnes pratiques d'intégration du genre par la CVJR méritent d'être soutenus et dupliqués ailleurs pour assurer une meilleure participation et prise en charge des besoins des femmes dans les organes de transition et de mise en œuvre de l'accord de paix. "

La conférence se tenant sur 2 jours avec l'intervention de différents experts nationaux et internationaux, a permis l'organisation d'une série de rencontres d'envergure pour la consultation des organisations de la société civile féminine sur la charte de la transition et les réformes électorales au Mali.

« Il faut rester unies en tant que femmes pour faire avancer le Mali. Les femmes ne doivent pas être indexées dans l'avenir comme celles qui ont bouleversé le cours des choses négativement. La priorité des priorités est la recherche de la paix », a indiqué Mme Faïda, Envoyée spéciale de la Directrice Exécutive d'ONU Femmes pour les questions de genre au Mali.

Au sortir de cette importante rencontre, une feuille de route assortie d'un plan d'action contenant des recommandations et des propositions communes sur les réformes sur le Code électoral, la Loi organique et la Charte des partis politiques sera remis aux organes de la transition pour une meilleure prise en compte du genre.

Deux autres rencontres sont prévues pour entériner les objectifs afin de faire la restitution.

SIGNATURE PARTENARIAT ONUFEMMES ET MALI SHI S.A POUR APPUYER PLUS DE 3 MILLIONS DE FEMMES DANS LA TRANSFORMATION DU BEURRE DE KARITÉ



Le jeudi 11 mars 2021, une convention de partenariat a été signée entre Mme Béatrice Eyong, Représentante de l'ONU Femmes au Mali avec l'entreprise #MALISHI S.A dont l'usine de transformation d'une capacité de 32000 tonnes d'amandes en beurre de karité aux standards internationaux a été inaugurée. L'usine ambitionne entre autres de passer la transformation du Karité de l'artisanal à l'industriel, et le partenariat, de parvenir à des engagements sûrs, quand cela est possible, dans le processus de certification genre initié par ONU Femmes et le Conseil National du Patronat du Mali ; et aussi à la vente aux femmes actives dans l'agrobusiness d'un pourcentage du beurre de kari-

té destiné au marché local.

Une véritable chaîne de valeur dont l'objectif final est que désormais aucune noix de karité ne soit exportée à l'état brut ; la valeur ajoutée ainsi créée par la transformation devant contribuer à l'amélioration des conditions des femmes acteurs majeurs ; voire au développement du pays tout entier classé 184ème sur 189 pays selon l'IDH.

A ce jour les organisations bénéficiaires de femmes ont pu signer des contrats de ventes d'amandes de karité portant sur plus de 2 000 tonnes pour un chiffre d'affaires de près de 185 millions de Franc CFA.

L'UNHCR OFFRE 6 AMBULANCES AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL



Dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les des Réfugiés (UNHCR) a offert 6 ambulances au Ministère de la Santé et du Développement social. C'était le vendredi 18 décembre 2020 à la Cité administrative.

Ce don d'ambulances entre dans le cadre de la riposte contre la pandémie de Covid-19 dans notre pays. D'un montant de plus de 201 millions de francs CFA, ces ambulances ont été financées par les États-Unis d'Amérique. Ce qui porte à plus de 12 millions de dollars américains, le financement du système des Nations Unies au Mali dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

Le représentant de l'UNHCR au Mali, Buti Kale, a réitéré le soutien du système des Nations Unies à notre pays dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. Il a dit compter sur l'utilisation à bon escient de ces ambulances qui permettront, espère-t-il, de renforcer le dispositif de prévention et de prise en charge des patients atteints de la Covid-19, parmi lesquels des personnes relevant du mandat de l'UNHCR. Il faut noter que cette donation va contribuer largement à soutenir notre

pays dans la prise en charge de la maladie à coronavirus. Il a informé que trois autres ambulances seront remises par son agence dans les prochains jours, lesquelles ont été financées, cette fois-ci, par la BAD.

Le ministre de la Santé et du Développement social Dr Fanta Siby a, au nom du président et du vice-président de la Transition, remercié le donateur, le système des Nations-Unis, pour ce geste combien important dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus dans notre pays. Selon elle, ces ambulances arrivent à point nommé et contribueront à renforcer le plan de riposte notamment la prise en charge des patients atteints de la Covid-19 en hausse depuis plus d'un mois. Le ministre Siby a profité de l'occasion pour rappeler à la population le respect des mesures-barrières pour freiner la proration de la maladie au Mali.



DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, L'OIM À ASSISTÉ 726 MIGRANTS BLOQUÉS À REGAGNER LEUR PAYS D'ORIGINE

Bamako, Mali – L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Mali participe à la réponse contre la COVID-19 en portant assistance aux migrants en détresse. Depuis le début de l'année 2021, 726 migrants bloqués aux frontières un peu partout en Afrique ont été aidés à regagner leur pays d'origine en toute sécurité et dans la dignité.

635 Maliens bloqués à l'étranger, principalement au Niger, en Libye et en Algérie, ainsi que 91 migrants étrangers en transit au Mali, notamment des ouest-africains, ont pu regagner leurs pays d'origine grâce à un corridor humanitaire mis en place afin de permettre le retour souhaité de migrants qui avaient été bloqués dans les différents pays au moment de la fermeture des frontières décidée par les autorités pour freiner la propagation de la COVID-19.

Depuis le début de la pandémie et les restrictions de voyage qui en ont découlé, de nombreux migrants font face à des difficultés économiques dans les pays d'accueil avec des besoins urgents d'assistance. Les migrants, qui pour la plupart attendent la possibilité de retourner chez eux depuis le mois de mars 2020, ont demandé l'assistance de IOM dans les pays concernés.

« Nous nous sommes rendus au bureau de l'OIM en Algérie. Auparavant, nous avons été enregistrés à notre ambassade. Rien ne nous a été demandé. Nous avons entièrement été pris en charge depuis l'Algérie jusqu'ici au Mali, que ce soit pour la nourriture ou l'hébergement », a déclaré Djalal, un

jeune migrant malien de retour d'Algérie à sa descente d'avion à l'aéroport de Bamako, le 31 janvier dernier.

Dès leur arrivée à l'aéroport de Bamako, les migrants maliens de retour sont soumis aux protocoles sanitaires en vigueur. Ils sont transportés dans les centres d'hébergement de la Délégation des Maliens de l'Extérieur où ils reçoivent la visite des équipes de protection et de réintégration de l'OIM Mali pour déterminer leurs besoins spécifiques au cours des entretiens de profilage et de counseling.

Avant de rejoindre leur famille, les migrants de retour reçoivent de la part de l'OIM des frais de transport complémentaires et une aide à la réintégration en nature en fonction de leurs besoins, compétences et aspirations. Cette aide peut comprendre une assistance médicale, un soutien psychosocial, une formation pédagogique et professionnelle, ainsi que le financement d'une activité génératrice de revenus pour assurer une réintégration durable. Cette aide s'inscrit dans le cadre d'un programme de quatre ans, mis en œuvre depuis décembre 2016 par l'OIM et qui arrive bientôt à son terme.

« Je tiens aussi à préciser que nous sommes le 31 janvier. Que nous arrivons au terme d'une initiative particulière. Mais nous avons la volonté au niveau de l'OIM de continuer à mettre en place cette assistance directe auprès des migrants qui sont dans de criants besoins, particulièrement dans les pays de transit, pour leur permettre de revenir auprès de leurs familles, dans leur pays pour contribuer à son développement », a déclaré Pascal REYNTJENS, Chef de Mission de l'OIM Mali.

L'aide au retour volontaire a été rendue possible grâce au soutien du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique à travers la mise en œuvre de l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants en Afrique. Lancée en décembre 2016, ce programme fournit aux migrants qui décident de rentrer dans leur pays d'origine, une assistance au retour volontaire dans des conditions sûres, dignes et respectueuses des normes internationales. Entre 2017 et ce jour, 16 451 migrants maliens et 3 300 migrants étrangers ont été assistés par l'OIM Mali au retour volontaire dans leur pays d'origine.

L'UNESCO ACCOMPAGNE LA PREMIÈRE ÉDITION DE LA RENCONTRE NATIONALE DES KORÉDUGAW DU MALI « KÔRÊDUGABLO »



Dans le cadre de son appui à l'Etat du Mali dans la sauvegarde de son patrimoine culturel immatériel, (Convention de 2003), le bureau de l'UNESCO à Bamako a participé à la rencontre préparatoire nationale de la société secrète des Kôrêdugaw, rite de sagesse au Mali, du 23 au 25 février 2021 à Bamako.



L'UNESCO en tant que membre de la commission d'organisation apportera son appui technique dans l'élaboration du document de projet.

La rencontre nationale des Korédugaw du Mali « kôrêdugablo » est prévue en mai 2021 dans la commune de Kourouma, région de Sikasso avec des activités connexes dans la ville de Sikasso.

Il faut rappeler que la société secrète des Kôrêdugaw, rite de sagesse au Mali, a été inscrite en 2011 sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente. Elle occupe une

place centrale dans l'identité culturelle des communautés bambara, malinké, senufo, samogo, etc. du Mali. Aujourd'hui, les modes traditionnels de transmission sont menacés à cause de la diminution du nombre d'initiés en raison de la prédominance des modes de vie urbain parmi les jeunes générations, et du fait que les pratiques rituelles sont de moins en moins régulières, d'où la pertinence de cette initiative.

La société secrète des Kôrêdugaw, rite de sagesse du Mali - YouTube

LE RSSG MAHAMAT SALEH ANNADIF INAUGURE LES MAISONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE TESSALIT ET AGUELHOK



Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali (RSSG), M. Mahamat Saleh ANNADIF poursuit sa tournée dans les régions. Après Mopti et Tombouctou, il était à Tessalit et Aguelhok ce jeudi 11 mars.

A Tessalit comme à Aguelhok, le RSSG et sa délégation ont été accueillis par les maires de ces localités qui avaient à leurs côtés des membres de la société civile, des représentants des autorités coutumières, des associations des femmes et des jeunes.

L'un des temps forts de cette visite après les échanges avec les Organisations de la Société Civile (OSC) a été la remise officielle des maisons de la société civile de Tessalit et Aguelhok. Les projets de construction de ces maisons très attendues par les acteurs locaux de la société civile ont été lancés au mois de juin dernier par la MINUSMA. D'un coût global de 61 000 000 de FCFA, ces deux projets ont été sponsorisés par la Division des Affaires Civiles du bureau régional de Kidal.

En coupant le ruban, le RSSG Mahamat Saleh ANNADIF a mis un accent particulier sur le rôle prépondérant de la société civile dans le processus de paix. « Ces projets que nous venons d'inaugurer entre dans le cadre du renforcement de la société civile qui est un acteur important au niveau de l'Accord pour la paix et la réconciliation » a affirmé Mahamat Saleh ANNADIF. Il a aussi félicité, les communautés pour les progrès réalisés dans la dynamique de réconciliation

au niveau locale, « j'ai effectué plusieurs visites dans cette région et j'ai toujours entendu parler seulement de la CMA. Aujourd'hui j'entends CMA-Plateforme, cela constitue un pas important dans la consolidation de la paix, » a noté le Chef de la MINUSMA.

« La MINUSMA est le premier partenaire des Organisations de la Société Civile de Tessalit » a affirmé le président des OSC de Tessalit Rhissa Ag ALHAKIM en réceptionnant les ouvrages. Il a aussi ajouté « qu'en nous offrant cette maison qui sera un lieu d'expression de nos droits, de rencontres d'échanges et de formations, la MINUSMA vient une fois de plus contribuer à la cohésion sociale qui passe par une société civile résiliente. » Tous les autres intervenants ont loué les actions réalisées par la MINUSMA en faveur des communautés de Tessalit. Ils ont en outre assuré au RSSG qu'ils poursuivront leurs efforts pour contribuer davantage au processus de paix.

Il est à noter aussi que le RSSG a tenu à encourager le personnel des Nations Unies basé à Tessalit et à Aguelhok pour son engagement au service de la paix au Mali et ce malgré les conditions difficiles.

LIER LE FOOTBALL À LA MISE EN ŒUVRE DES ODD AU MALI



Rencontre d'échanges entre le Président de la FIFA, Gianni Infantino et Madame Mbaranga Gasarabwe, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali.

La Représentante Adjointe du Secrétaire Général pour la MINUSMA, Coordonnatrice Humanitaire et Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, Madame MBaranga Gasarabwe a eu une rencontre d'échanges avec Gianni Infantino Président de la FIFA, le ministre malien de la jeunesse et des sports, Mossa Ag Attaher et le Président de la Fédération malienne de football, Bavieux Touré. Lors de cette entrevue à Bamako le 25 février lors de la visite au Mali du Président de la FIFA, Madame Mbaranga Gasarabwe a entretenu le Président de la FIFA sur le pouvoir de transformation du Football et son fort potentiel dans le changement social positif pour le développement de la Jeunesse, la consolidation de la Paix et la mise en œuvre des ODD dans un pays comme le Mali où le Football est adoubé.

Madame Mbaranga Gasarabwe a rappelé au Président de la FIFA la résolution A/67/296 23 août 2013 de l'Assemblée générale des Nations Unies proclamant le 6 avril comme Journée internationale du sport au service du développement et de la paix.

Au cours des échanges, les deux personnalités ont émis le besoin d'envisager des projets de société de la FIFA au Mali autour des valeurs du Football comme moyen de véhiculer des messages de paix, mais aussi sensibiliser à l'atteinte des ODD notamment en imprimant les 17 objectifs sur les façades des gradins des stades. Enfin, la Coordonnatrice Résidente a décoré le Président de la FIFA du médaillon des ODD et lui a remis un ballon orné des 17 objectifs de développement durable.

UNFPA: INITIATIVE DEPLOIEMENT DES SAGES-FEMMES VOLONTAIRES EN MILIEU COMMUNAUTAIRE



L'Initiative « DEPLOIEMENT DES SAGES-FEMMES EN MILIEU COMMUNAUTAIRE » dans le cadre du 8ème programme de coopération Mali/UNFPA (CPD8 2020-2024) a été officiellement lancée le 8 mars 2021 avec la mise à disposition du Ministère de la Santé et du Développement Social d'une première cohorte de 50 sages-femmes qui seront déployées dans six régions : Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et le district de Bamako.

L'objectif de cette Initiative soutenue par les partenaires Canada, Italie, Fonds Français Muskoka, Spotlight Initiative, est de mettre à la disposition du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale sur les 5 ans du programme de coopération Mali UNFPA, 200 sages-femmes Volontaires des Nations Unies (VNU) pour améliorer l'offre des services SR/VBG de qualité dans les zones rurales d'accès difficiles des régions de Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou et Gao. Cette année, 50 sages-femmes dont 49 sages-femmes VNU communautaires et 01 sage-femme coordinatrice seront déployées dans les régions citées.

De manière spécifique, le déploiement des sages-femmes, contribuera, entre autres, à la réduction de la pénurie de ressources humaines qualifiées, l'augmentation de l'utilisation des services de santé à travers l'amélioration de la qualité des services de prévention et la prise en charge des cas de VBG, d'offre de la planification familiale, de prévention de la fistule obstétricale.

Au Mali, 3171 sages-femmes et infirmiers obstétriciens servaient plus de 2 millions d'habitants en 2019, et le taux de mortalité maternelle est de 325 décès pour 100 mille naissances vivantes.



LA RÉSILIENCE, POUR LES DÉPLACÉS ET HÔTES, POUR SE RECONSTRUIRE UN AVENIR MEILLEUR

Poussée par la crise sécuritaire qui affecte la ville de Gao depuis 2012, et subissant elle-même les violences, Aissata est obligée de fuir sa ville natale et se retrouve dans la capitale Bamako.

« À Bamako, j'ai vu que tout le monde était en activité et sortait pour travailler », raconte Aissata. Inspirée, elle saisit l'opportunité d'apprendre le métier, pour devenir teinturière.

Pour les personnes ayant été obligées de fuir leur foyer, l'opportunité de travailler et de gagner leur vie constitue l'un des moyens les plus efficaces pour refaire leur vie, dans la dignité et la paix.

« En alignement avec le Pacte mondial sur les réfugiés, nous intervenons afin de pourvoir les personnes forcées de fuir leur foyer d'opportunités économiques, leur permettant de subvenir à leurs besoins, en toute sécurité, de manière durable et digne », a souligné M. Buti Kale, Représentant du HCR au Mali. « L'inclusion économique implique l'accès aux marchés du travail, aux services financiers, à l'entrepreneuriat, à l'éducation et aux formations professionnelles, pour toutes et tous, notamment les plus vulnérables », a-t-il ajouté.

« Même vision et même but »

De retour au Nord, et malgré les défis qui y persistent, Aissata, avec d'autres femmes de la ville,

lance l'association « ADDINE-FO ». « Même vision et même but », traduit-elle.

Au sein de l'association, elle partage son savoir-faire en teinture avec des femmes déplacées et hôtes.

« Nous avons la même foi, nos décisions sont communes et nous nous entendons parfaitement. Nous marchons dans la même direction pour un objectif commun. Le fait que nous nous retrouvions quotidiennement autour de cette activité a permis de fortifier davantage nos liens », confie Aissata, ravie de la cohésion parfaite au sein du groupement.

Ensemble, elles arrivent à s'en sortir, malgré un contexte marqué par l'insécurité, les chocs climatiques et la pandémie. Avec l'appui du HCR et de ses partenaires, tant en matériel et équipement qu'en formations à l'entrepreneuriat et à la gestion d'entreprises, ADDINE-FO parvient à générer des revenus, permettant à Aissata et son équipe de se prendre en charge et d'atteindre l'autosuffisance.

Pour la cohésion et la résilience

Comme pour ADDINE-FO, le HCR vise à appuyer les personnes obligées de fuir à devenir autosuffisantes, en renforçant leurs compétences et leurs connaissances et en leur donnant accès aux ressources, dont elles ont besoin, tant en termes d'apports et de formations, que d'accès aux services et aux marchés nécessaires, pour mener leurs activités, dans plusieurs domaines, comme la teinture, l'artisanat, l'agriculture ou encore les petits commerces.

En mesure de gagner leur vie d'une manière durable, les personnes en situation de déplacement forcé arrivent à satisfaire leurs besoins fondamentaux et enrichissent souvent leurs communautés avec leur expérience et leurs talents. Elles ont ainsi les moyens de tisser des liens sociaux, économiques et culturels solides avec leurs communautés d'accueil pour une coexistence pacifique tangible.

Le HCR étend ainsi son assistance aux personnes parmi les communautés hôtes, comme Ramatou. Cette cheffe de ménage dirige un atelier de création d'accessoires traditionnels depuis quelques

années.

Elle collabore avec des femmes déplacées à Gao, originaires d'autres régions du Mali ou du Niger voisin. Et si ces femmes quittent Gao pour retourner dans leur localité, la collaboration, elle, continue. « Nous leur envoyons des accessoires qu'elles vendent lors des mariages et autres célébrations », explique Ramatou.

Pour les femmes déplacées, les revenus sont utiles pour prendre en charge leurs enfants et soutenir leurs époux, souvent sans activité.

« En tant que femmes, nous partageons les mêmes préoccupations et grâce à cela, nous arrivons à subvenir à nos besoins », a-t-elle confié.

Le HCR continue la recherche de solutions durables et à œuvrer afin de renforcer l'autosuffisance des 1 067 237 personnes ayant été obligées de fuir leur foyer, à la date du 31 janvier 2021, dont près de 49 000 réfugiés et demandeurs d'asile de différentes nationalités, 346 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, 85 000 rapatriés et plus de 580 000 déplacés internes retournés.





LE MALI VALIDE SA POLITIQUE NATIONALE DES ENSEIGNANTS AVEC L'APPUI DE L'UNESCO

Le ministère de l'Éducation nationale a organisé ce 24 mars 2021, l'atelier de validation technique de la politique nationale des enseignants du Mali avec l'appui technique et financier de l'UNESCO à travers son projet CapED.

Sous la présidence de M. Kinane AG GADEDA, Secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, et de M. Edmond MOUKALA, Représentant de l'UNESCO au Mali, près d'une cinquantaine de participants composés des cadres des services centraux des ministères en charge de l'éducation, de la formation, de la décentralisation et du Budget, des recteurs d'université de Bamako, des membres de l'équipe technique nationale (ETN) chargée de l'élaboration de la politique, des personnes-ressources, et de l'IICBA ont pris part à cet atelier de validation technique.

Dans son intervention, le Chef du Bureau de l'UNESCO à Bamako, M. MOUKALA s'est réjoui de participer à cet atelier avant de rappeler le proces-

sus et les résultats des productions qui sont le fruit d'un travail intense même par les membres de l'équipe technique nationale, avec l'appui de l'UNESCO. Il a rappelé que : « *cette politique devrait conduire à relever quelques défis liés à la revalorisation de la question enseignante, à la fermeture des écoles notamment au centre et au nord dû à l'absence des enseignants et à l'intégration des TIC dans les enseignements apprentissages dans ce contexte de COVID 19* ».

Il a ainsi remercié toutes les parties prenantes qui ont pris part au processus d'élaboration, particulièrement Monsieur le Secrétaire général, pour son implication personnelle, son engagement sans faille.

MOUKALA, avant de réitérer l'engagement de l'UNESCO à continuer son appui au Mali dans l'accomplissement de notre mission commune (ODD4), a lancé un vibrant appel pour la mise en œuvre effective de cette politique et a clôturé son intervention par une citation de Madame Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, prononcée à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des enseignants : « [...] Nous encourageons les gouvernements à faire de l'enseignement une profession de premier choix pour les jeunes. Nous invitons également les syndicats d'enseignants, les employeurs du secteur privé [...] et les formateurs d'enseignants à partager leur savoir et leur expérience en vue de favoriser l'émergence d'un corps enseignant dynamique. » (Fin de citation).

Pour sa part, le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, M. Kinane AG GADEDA s'est réjoui de présider cet atelier, tout en remerciant les participants pour leur engagement.

Il a rappelé le rôle central que joue l'enseignant dans le processus d'évolution sociale, économique et culturel d'un pays, d'où l'article 20 de la loi d'orientation sur l'éducation : « les enseignants occupent une place de premier ordre dans la communauté éducative des établissements ». C'est ainsi que les autorités ont décidé d'élaborer une politique holistique prenant en charge toutes les dimensions, tous les niveaux et tous les aspects de la question enseignante. M. AG GADEGA a ainsi remercié au nom du Ministre, l'UNESCO pour son accompagnement de qualité, félicité et remercié l'ETN, les consultants, ainsi que les personnes-ressources et l'UNICEF pour les sacrifices et la production de qualité dans une démarche très contraignante.

Il invitera les parties prenantes à examiner, apprécier et valider tout en étant ouvert aux éventuelles observations et contributions, ce document produit conformément aux objectifs de l'ODD4, de la

CESA (Stratégie d'Éducation Continentale pour l'Afrique) et du PRODEC II, mais aussi qui est le fruit d'une collaboration fructueuse et dynamique entre les départements concernés et l'UNESCO à Bamako.

Avant de souhaiter un plein succès aux travaux de validation, il a notifié que « ce document est un outil essentiel pour l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la formation au Mali. ».

Les échanges fructueux ont permis de consolider le document de politique avec une entière satisfaction des parties prenantes. « *Un sentiment de fierté qui m'anime, je suis ravi d'avoir participé depuis le début d'élaboration de la politique [...]. Nous avons eu la chance de jeter les jalons en produisant ce document* », Mme Diallo Assa DIAGOURAGA, conseillère technique, ministère du Travail et de la Fonction publique.

Selon M. Issoufi DICKO, Directeur national adjoint de l'enseignement normal au Mali. « *J'ai découvert un travail formidable qui a été abattu par les collègues membres de l'équipe technique nationale (ETN) avec l'appui technique et financier de l'UNESCO, et surtout l'accompagnement d'experts de qualités qui ont été mobilisés pour ce travail. C'est donc un document de qualité qui a été mis à disposition par cette équipe. C'est un travail participatif qui a été mené. Nous avons appris avec les experts (nationaux et internationaux).* »

Cette politique favorisera/contribuera davantage à l'atteinte des objectifs de l'ODD4 et spécifiquement de la cible 4c. Son cout total (2021-2025) avec 281 activités est estimé à environ **deux cent soixante-sept milliards de FCFA (267.442.942.714)** pour un GAP de financement à rechercher.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



NOUS SOMMES LE CHANGEMENT

**Pour éliminer la violence à
l'égard des femmes et des filles**

#ONUMali

#SpotlightMali